

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 16/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EPGF LAMBRES LOGISTICS Bât C3 (ex GOODMA**

ZAC de Lambres et Cuincy  
La Voie du Meunier  
59552 Lambres-Lez-Douai

Références : 2026-V1-58  
Code AIOT : 0003800658

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement EPGF LAMBRES LOGISTICS Bât C3 (ex GOODMA implanté ZAC de Lambres et Cuincy La Voie du Meunier 59552 Lambres-lez-Douai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre du déroulement du Programme Pluriannuel de Contrôle de la DREAL 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPGF LAMBRES LOGISTICS Bât C3 (ex GOODMA
- ZAC de Lambres et Cuincy La Voie du Meunier 59552 Lambres-lez-Douai

- Code AIOT : 0003800658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 04/08/2017, modifié le 17/01/2019, la société Goodman France a été autorisée à exploiter un bâtiment logistique sur la commune de LAMBRES-LEZ-DOUAI. Le 15/02/2019, la Préfecture du Nord a délivré un récépissé de changement d'exploitant au nom de la société EPGF LAMBRES LOGISTICS.

L'entrepôt d'environ 37 000 m<sup>2</sup> est composé de :

- 6 cellules de stockage de surface inférieure à 6 000 m<sup>2</sup> ;
- d'un bloc de bureaux et locaux sociaux ;
- de locaux techniques (local de charge, local chaufferie, local sprinkler, local transformateur,...).

Par courrier du 5 mars 2026, l'exploitant a transmis le reclassement de ses installations et demandé à bénéficier des droits acquis pour les rubriques 1510 et 2910 (suite à la modification de la nomenclature). Conformément à l'article R.513-1 du code de l'environnement ces installations peuvent continuer à fonctionner.

Le site est donc aujourd'hui principalement soumis à enregistrement pour la rubrique suivante de la nomenclature des Installations Classées : 1510 (entrepôt couvert - volume : 483 829 m<sup>3</sup>)

La société BNP PARIBAS REAL ESTATE est l'exploitant titulaire de l'autorisation (gestion immobilière) pour le compte de la société EPGF.

Les locaux sont actuellement loués à la société SIMASTOCK (qui n'est pas l'exploitant) : 3 cellules dédiées au stockage et au montage de pièces automobiles (pare-chocs, jantes et pneumatiques principalement). 3 cellules sont vides de stockage au moment de l'inspection.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.4	Demande d'action corrective	2 mois
2	Disponibilité des moyens incendie (hors EAI)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 7.8	Demande d'action corrective	3 mois
6	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 4.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	(SH et bassins)			
8	Propreté	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 2.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Surveillance des eaux souterraines - piézomètres	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 9.2.2.4	Demande d'action corrective	1 mois
10	Porter-à-connaissance de modifications	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 1.5.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Extinction automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 13	Sans objet
5	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 4.4.6.1	Sans objet
7	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 9.2.2.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant les enjeux potentiels associés aux constats effectués lors de la visite, l'inspection a relevé 5 faits avec suites faisant l'objet de demandes d'actions correctives dont les délais sont précisés dans les points de contrôle ci-dessous.

Les justificatifs associés sont attendus sous les mêmes délais.

Certaines modifications survenues sur le site doivent faire l'objet d'un porter-à-connaissance de modification auprès de la préfecture du nord (cette démarche peut dorénavant être faite en ligne sous forme d'une télédéclaration de modification MAIOT).

Par ailleurs, par courrier du 5 mars 2026, l'exploitant a transmis le reclassement de ses installations et demandé à bénéficier des droits acquis pour les rubriques 1510 et 2910 du fait des modifications de la nomenclature. Conformément à l'article R.513-1 du code de l'environnement ces installations peuvent continuer à fonctionner.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état

est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

#### **Constats :**

Le jour de l'inspection, seules 3 cellules sur les 6 cellules que compte le site sont exploitées.

L'exploitant a présenté son état des stocks à la date du 11/02/2026. Celui-ci est mis à jour de façon hebdomadaire.

Les cellules sont exploitées techniquement par la société SIMASTOCK qui stocke principalement des pare-chocs en cellules 2 et 3 et des pneus et jantes en cellule 1.

La cellule 3 abrite par ailleurs plusieurs lignes de montage de pare-chocs.

L'état des stocks est accompagné d'un plan des stockages à jour qui fait apparaître un stockage extérieur conséquent de palettes en bois et en plastique.

Celui-ci n'était pas prévu initialement. Au vu de l'importance de ce stockage **il convient de porter cette modification à la connaissance du préfet avec tous les éléments utiles d'appréciation.**

**Il convient également de porter-à- la connaissance du Préfet la présence de lignes de montage, machines et compresseurs au sein de la cellule 3.**

**Fait avec suites (demande d'action corrective)** : un porter-à-connaissance intégrant les modifications précitées doit être déposé auprès de la préfecture du Nord. Il est rappelé que le porter-à connaissance devrait être préalable à la mise en œuvre des modifications (cf point de contrôle n°10).

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 2 mois

**N° 2 : Disponibilité des moyens incendie (hors EAI)**

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point13

**Thème(s)** : Risques accidentels, Disponibilité des moyens incendie (hors EAI)

### **Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  
- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)\*.

- d'extincteurs (...);
- de robinets d'incendie armés (...);
- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. (...)

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2. de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

[...]

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

[...]

### **Arrêté préfectoral d'autorisation du 04/08/2017 - article 7.6.3 :**

La défense extérieure contre l'incendie est assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un volume d'eau de 450 m<sup>3</sup>/h, soit 900 m<sup>3</sup> utilisables en 2 heures.

[...]

Ces poteaux présentent un débit unitaire minima de 120 m<sup>3</sup>/h. Ces poteaux fournissent un débit simultané, sur 2 appareils, de 240 m<sup>3</sup>/h, mesuré sous pression de 1 bar et apportant, en 2 heures, un volume de 480 m<sup>3</sup>

**Constats :**

**Constats issus de la visite d'inspection du 26/09/2023 :**

[...]

Enfin le dernier exercice incendie a été réalisé en 2020, l'exploitant indique qu'un exercice sera réalisé d'ici la fin de l'année afin de respecter l'échéance des 3 ans.

-----

**Constats issus de la visite d'inspection du 12/02/2026 :**

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle de ses RIA : rapport annuel AAI de novembre 2025.

Quelques observations sont présentes dans ce rapport.

L'exploitant a présenté en séance son outil de suivi GMAO, les actions correctives correspondantes ont été engagées par l'exploitant.

Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé par la société SOMEX le 23/01/26, le rapport n'était pas encore émis à la date de la visite. Le précédent rapport (en date du 20/01/2025) a été vu en séance.

Les fréquences de contrôle sont respectées pour les RIA et les extincteurs.

Concernant les poteaux incendie (PI), l'exploitant a transmis par courriel préalablement à la visite le dernier rapport de contrôle réalisé par la société AAI et daté du 26/06/2025.

Les débits unitaires ont été mesurés sur chaque PI : ceux-ci sont supérieurs à 200 m<sup>3</sup>/h (à une pression de 3 à 4b environ).

Le dernier rapport de reconnaissance opérationnelle des PEI réalisée par le SDIS en date du 19/06/2025 fait également état de débits unitaires supérieurs à 200 m<sup>3</sup>/h à 1b.

le débit en simultané a été mesuré sur les PI n°1 et 8, toutefois le rapport transmis ne permet pas de savoir si la valeur indiquée a été mesurée sur les deux poteaux ou sur un seul.

**Fait avec suite (demande de justificatifs) :** Transmettre à l'inspection la preuve de l'atteinte d'un débit de 240 m<sup>3</sup>/ h en simultané sur 2 appareils, sous 1 mois.

Le rapport de la société AAI fait état de plusieurs observations concernant notamment la



présence trop proche de grillage et/ou d'encombrement autour de certains poteaux.

Le jour de l'inspection le même constat est fait, certains PI sont encombrés ce qui les rend difficilement visibles / accessibles (cf photos).

**Fait avec suites (demande d'actions correctives) :** Il convient de rendre parfaitement visibles et accessibles et de mieux signaler l'ensemble des PI. Matérialiser une zone d'interdiction de stationnement à leurs abords.

L'exploitant dispose également pour sa lutte contre l'incendie d'une réserve incendie d'un volume de 420 m<sup>3</sup>.

Le jour de l'inspection, l'une des cannes d'aspiration de la réserve incendie est sortie du sol, il convient de la réparer (cf photos).

Le dernier rapport de reconnaissance opérationnel du SDIS mentionne de surcroît l'indisponibilité de cette réserve : les tenons ne sont pas dans le bon sens.

Ce même rapport mentionne l'absence de grillage d'une hauteur de 2m ainsi que l'absence de panneau précisant le risque de noyade.

**Fait avec suites (demande de justificatif) :** il convient de démontrer le caractère opérationnel de la réserve incendie en transmettant les justificatifs sous 1 mois.

**Fait avec suites (demande d'actions correctives) :** Il convient également de dégager complètement la zone de stationnement au droit des cannes d'aspiration de la réserve incendie qui présente un dépôt de cages de stockage sur une partie de la zone de stationnement pompier.

Lors de la dernière visite d'inspection, l'exploitant s'était engagé à réaliser un exercice incendie en 2023.

Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer la tenue d'un tel exercice cette année là. Par ailleurs aucun exercice n'ayant fait l'objet d'un compte-rendu ne semble avoir été réalisé depuis 2020.

L'exploitant précise en séance qu'un exercice avec le SDIS sera réalisé au premier semestre permettant ainsi de tester le PDI mis à jour.

**Fait avec suite (demande d'actions correctives) :** L'exploitant doit réaliser un exercice de défense incendie et transmettre le compte-rendu à l'inspection sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Extinction automatique incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extinction automatique incendie (sprinklage)
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport de vérification annuelle du système sprinklage a été présenté (référentiel NFPA). Celui-ci a été réalisé par la société AAI le 29/10/2025. D'après ce rapport, aucune non-conformité n'a été relevé lors de ce contrôle et quelques observations ont été émises concernant la protection des locaux des postes et du local source.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 7.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie et exercice
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule. Le plan de défense incendie comprend : [...] <b>Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le plan de défense incendie.</b> <u>Leur fréquence est à minima annuelle.</u> <b>L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.</b> <b>Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</b>
<b>Constats :</b>  Le PDI a été mis à jour en 2026. La nouvelle version prenant en compte notamment l'absence de stockage sur la moitié de l'entrepôt a été transmise au SDIS.  L'exploitant précise qu'il prévoit de tester celui-ci avec les services de secours <u>au premier</u>

semestre 2026.

Le PDI n'a pas fait l'objet d'exercice depuis la mise en service du site.

**Fait avec suite (demande d'action corrective) :** Réaliser un exercice permettant de tester le PDI. Il conviendra de transmettre le compte-rendu de cet exercice à l'inspection sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Confinement des eaux d'extinction incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 4.4.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie

##### **Prescription contrôlée :**

La conception du bassin étanche est faite de manière à favoriser la décantation des eaux :

[...]

Le bassin étanche est muni d'une vanne de sectionnement en sortie, permettant en cas d'incendie par exemple, de ne pas envoyer les eaux polluées vers le bassin d'infiltration. Ce dispositif peut être remplacé par l'asservissement automatique de la pompe de relevage au dispositif d'extinction automatique d'incendie (sprinklage), si celle-ci est indispensable pour que l'écoulement des eaux du bassin de rétention vers le bassin d'infiltration soit effectif compte-tenu des différentes cotes des ouvrages. En cas d'incendie avec utilisation de moyens d'extinction externes et afin de prévenir toute pollution du milieu naturel.

[...]

##### **Arrêté préfectoral d'autorisation du site - article 7.4.2.2 :**

Le volume de rétention minimal nécessaire est de 1 586 m<sup>3</sup>. Les eaux d'extinction sont collectées dans 1 bassin étanche d'un volume de 1 093 m<sup>3</sup>, les quais de chargement et le réseau eaux pluviales de voiries lourdes.

Avant la mise en charge du réseau eaux pluviales de voiries lourdes, la coupure de l'alimentation électrique de la pompe de relevage entre le bassin étanche et le bassin d'infiltration Est est préalablement réalisée soit automatiquement (asservissement au fonctionnement de l'installation sprinkler), soit manuellement.

La hauteur de rétention au niveau des aires de manœuvre est limitée à 20 cm.

En cas d'incendie avec utilisation de moyens d'extinction externes et afin de prévenir toute pollution du milieu naturel, les bassins d'infiltrations sont isolés de toutes arrivées d'eaux susceptibles d'être polluées.

[...]

##### **Constats :**

Le site dispose d'un bassin de confinement dont le volume n'a pas été contrôlé le jour de l'inspection.  
L'exploitant précise que la vanne de barrage permettant de contenir les eaux polluées en cas d'incendie est asservie au sprinklage, celle-ci n'a pas été testée le jour de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Entretien et conduite des installations de traitement (SH et bassins)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 4.4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien SH et bassins

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant établit une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, fixant les modalités de fonctionnement, d'entretien et de surveillance lié au bon fonctionnement de l'étanchéité des réseaux de collecte en provenance des voiries lourdes, des pompes de relevage, des vannes d'isolement et des regard de visite.

Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Les séparateurs d'hydrocarbures sont vérifiés semestriellement** et, le cas échéant, après chaque événement pluvieux important.

Ils sont curés une fois par an, au minima, afin de garantir une concentration en hydrocarbures inférieure à 1 mg/l.

Les filtres type ADOPTA nécessitent un entretien constant et efficace afin de garantir un bon prétraitement des eaux, conformément aux préconisations Adopta. A ce titre, une vidange de la zone de décantation et un nettoyage du filtre sont réalisés semestriellement. Le filtre est changé tous les ans.

**Les lits de sable (partie superficielle) du bassin d'infiltration des eaux pluviales font l'objet d'un soin particulier.**

**Afin de contrôler l'efficacité du filtre à sable, une analyse, dans le bassin d'infiltration, de la teneur en polluants et du degré de colmatage est effectué tous les 2 ans entre 0 à 10 cm et entre 20 et 50 cm.**

Les boues présentes dans la zone de décantation du bassin étanche sont vidangées tous les ans.

**Un contrôle trimestriel du bon fonctionnement du dispositif du bassin de confinement / traitement / infiltration est réalisé.**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant d'attester de la bonne réalisation des contrôles.

**Constats :**

Le dernier rapport de curage du séparateur d'hydrocarbures a été présenté en séance (réalisé le 12/09/2025). Il s'agit du seul entretien réalisé sur le séparateur d'hydrocarbures, l'exploitant ne

réalise pas de vérification semestrielle.

Le BSD a été transmis par courriel le 06/03/2026.

**Fait avec suites (action corrective) :** il convient de mettre en place cette vérification semestrielle et de transmettre la procédure ad hoc sous 2 mois.

Concernant l'entretien du bassin d'infiltration, aucune analyse permettant de vérifier l'efficacité du lit de sable n'a été réalisée depuis la mise en service du site (polluants et colmatage).

**Fait avec suite (demande d'action corrective) :** il convient de mener les premières analyses permettant de démontrer le maintien de l'efficacité du lit de sable du bassin de confinement sous un délai de 3 mois.

Concernant le bassin de confinement, celui-ci a fait l'objet d'un débroussaillage par une société gérant les espaces verts en 2025. Toutefois la preuve de l'enlèvement des boues présentes dans la zone de décantation du bassin étanche n'a pas été transmise.

**Fait avec suite (demande de justificatif) :** Transmettre la preuve de l'entretien du bassin de confinement de confinement / rétention et notamment de l'enlèvement des boues présentes dans la zone de décantation sous 2 mois.

Enfin l'exploitant a transmis préalablement à la visite, le dernier rapport d'entretien annuel de la société CASTEL ASSAINISSEMENT (rapport de l'intervention du 15/09/2025).

Ce rapport mentionne plusieurs défauts et devis concernant la pompe de relevage des eaux pluviales.

**Fait avec suite (demande de justificatif) :** transmettre les documents attestant de la remise en état de la pompe de relevage permettant le renvoi des eaux pluviales vers le bassin d'infiltration sous 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Surveillance des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 9.2.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Chaque trimestre (novembre, février, mai et août-septembre), l'exploitant réalise une

autosurveillance de la qualité des eaux pluviales avant infiltration sur chaque bassin. Le contrôle comporte :

- la réalisation de 2 échantillons ponctuels au droit des ouvrages situés à l'amont de chaque bassin d'infiltration (un pour l'analyse et un servant de témoin).
- sur ces échantillons, il est recherché les paramètres à analyser, selon les normes en vigueur, sont: MES, HCT, DCO, Pb, Zn, Bo.

**Arrêté préfectoral d'autorisation du site - article 9.3.1 :**

[...]

Pour les eaux, les résultats de l'auto surveillance des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

**Constats :**

L'exploitant a transmis les trois derniers rapports de contrôle des eaux pluviales.

La fréquence trimestrielle est respectée et les valeurs mesurées ne mettent pas en évidence de dépassement des paramètres contrôlés.

Le cadre GIDAF permettant à l'exploitant de transmettre les résultats de l'autosurveillance a été créé en février 2026. L'exploitant a transmis via GIDAF ses derniers résultats trimestriels.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Propreté**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Propreté - intégration dans le paysage

**Prescription contrôlée :**

**Article 2.3.1 :**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en oeuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.

L'utilisation des insecticides et des pesticides est prohibée pour l'entretien des espaces verts et des aires étanchées.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

**Article 2.3.2 :**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie

font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement ...).
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'extérieur du site présente de nombreux déchets au sol ainsi que des encombrants autour du site et aux abords de la voie engin.</p> <p>Au-delà de la dissémination de ces déchets au sol susceptibles de sortir du périmètre du site ou d'être emmenés par ruissellement, la présence de déchets plus imposants gêne la visibilité des poteaux incendie.</p> <p>Par ailleurs des cages de stockage sont également stockées sur les aires réservées aux secours au droit de la réserve incendie (cf photo).</p> <p><b>Fait avec suites (demande d'action corrective) :</b> Il convient de procéder au nettoyage des déchets de papiers / cartons / plastiques au sol ainsi qu'à l'enlèvement des déchets volumineux sur le pourtour du site et d'en transmettre la preuve à l'inspection sous 1 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Surveillance des eaux souterraines - piézomètres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 9.2.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines - piézomètres
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant chaque prélèvement, les piézomètres sont nettoyés à l'air-lift pendant 30' à 1 heure puis par pompage de nettoyage pendant 1 heure.</p> <p>Des relevés du niveau piézométrique de la nappe sont réalisés semestriellement (une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses eaux) dans chacun des piézomètres.</p> <p>Sur chacun des piézomètres, un prélèvement d'eau sera effectué trimestriellement, selon le protocole suivant, pour analyses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protocole de prélèvement :</li> <li>- mesure du repère</li> <li>- mesure du fond de l'ouvrage</li> <li>- mesure du niveau statique de la nappe de la craie</li> <li>- pompage de 3 fois le volume en eau minimum avant prélèvement</li> <li>- suivi du début de pompage, de la température, de la conductivité et du pH in situ</li> <li>- rinçage des flacons avant prise d'échantillons</li> <li>- dépôt des échantillons au laboratoire dans la journée.</li> </ul> <p>- Paramètres à analyser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- trimestriellement : MES, DCO, DBO5, hydrocarbures totaux, cadmium, plomb, zinc, bore et pH ;</li> <li>- semestriellement, en période de hautes (avril-mai) et basses eaux (octobre- novembre) : paramètres listés ci-dessus et chlorures, sulfates, ammonium, nitrates, nitrites, phénols, glyphosate et Acide Aminométhylphosphorique (AMPA, produit de dégradation, métabolite du glyphosphate) ;</li> </ul>

Les premiers prélèvements sont réalisés avant mise en service de l'entrepôt.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne réalise pas de surveillance de ses piézomètres. Le jour de la visite il n'a pas été aisé d'accéder aux piézomètres ni d'en constater l'état.  <b>Fait avec suites (demande d'actions correctives) :</b> mettre en place la surveillance souterraine à l'aide des piézomètres ainsi que l'analyse des rapports de manière pérenne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Porter-à-connaissance de modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter-à-connaissance de modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en oeuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation. [...]
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, la cellule 3 exploitée par SIMASTOCK abrite des "modules" de montage de pare-choc (machines, tapis, compresseurs,...) et plus uniquement des racks de stockage (cf photo). Une zone de stockage de palettes en bois et en plastiques est présente à l'extérieure du site (cf photo), celle-ci n'était pas prévue initialement.  <b>Fait avec suite (demande d'action corrective) :</b> il convient de porter-à-la connaissance du préfet ces modifications avec tous les éléments utiles d'appréciation (cf PC n°1).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois